

En empêchant le Parlement de fonctionner, en réduisant de 40 le nombre de jours de séance, si vous préférez, le gouvernement nous empêchera d'avoir vraiment accès aux ministres. En tant que députés, nous ne pourrions soulever des questions dans cette enceinte, afin de permettre aux Canadiens, par le biais des médias, de comprendre ce qui se passe. Que nos interventions soient justifiées ou pas, c'est aux Canadiens d'en juger.

Il est vrai que les Canadiens sont cyniques. Ils n'ont pas une très haute opinion du gouvernement. Ils ne veulent pas que leurs députés soient dans leur circonscription pour écouter les doléances des gens au cours du week-end dans les cafés-restaurants, dans leur bureau de comité, au club Rotary, dans un déjeuner d'affaires ou une réunion d'un groupe ethnique.

Ce n'est pas ce que les Canadiens souhaitent. C'est un aspect de la question. Il est très important, mais restreint. Les Canadiens veulent que leurs députés agissent en leur nom. Le meilleur exemple d'hypocrisie de la part du leader du gouvernement à la Chambre et des ministériels, c'est la taxe sur les produits et services.

Nous sommes victimes d'augmentations d'impôts sans précédent sous le gouvernement actuel. Tous les Canadiens auxquels je parle dans ma circonscription, tous les petits entrepreneurs, tous les contribuables du pays s'opposent à la taxe sur les produits et services.

Ils présentent des pétitions au Parlement et aux ministres. La Chambre a tenu un long débat sur cette question. Le Sénat a fait de même. Des comités ont parcouru le Canada pour aboutir à quoi? Le gouvernement a déclaré: «Nous ferons à notre tête.» Pourquoi prétend-il devoir consacrer plus de temps pour bien définir les problèmes? L'idée est bonne, mais que ferons-nous pour remédier aux problèmes? Les Conservateurs n'ont rien fait dans le cas de la TPS. Aux dernières élections fédérales, 57 p. 100 de la population canadienne était contre cette taxe. Il prend de nombreuses mesures économiques auxquelles s'opposent les syndicats et diverses régions du pays, que ce soit dans le domaine des soins de santé, de l'éducation postsecondaire ou autre.

Certains éditorialistes canadiens soutiennent que le Parlement sera plus efficace et qu'il est effectivement sage de renvoyer les députés dans leur circonscription. Personne n'a jamais soutenu le contraire, mais s'arrête-

Initiatives ministérielles

t-on pour penser que le gouvernement doit agir lorsqu'il parle à la population et qu'il l'écoute? Ce gouvernement n'écoute pas les Canadiens parce que s'il le faisait, sa popularité serait plus grande.

J'ai été plutôt scandalisé d'entendre le leader du gouvernement à la Chambre dire aujourd'hui que les Canadiens sont des gens cyniques. Il ne faut pas généraliser. Nous sommes ceux qui se sont opposés à l'Accord de libre-échange, à la taxe sur les produits et services, aux réductions dans le domaine des soins de santé au Canada et de l'éducation postsecondaire, aux réductions de services à VIA Rail et à la privatisation de certaines sociétés d'État, ainsi qu'au niveau d'imposition le plus élevé de tous les temps au Canada.

Ce gouvernement a fait la sourde oreille. Il ne faut pas me dire à moi, ni au parti auquel j'appartiens, ni à la population canadienne que tout à coup les conservateurs ont pris une douche, qu'ils se sont débarrassés de tous leurs microbes et qu'ils sont maintenant prêts à écouter les Canadiens, car il reste à peine 18 mois avant les élections générales. Ne soyons pas cyniques, monsieur le leader du gouvernement à la Chambre. Soyons plutôt candides, réalistes et pragmatiques. Soyons honnêtes envers nous-mêmes et reconnaissons que ces modifications au Règlement ne sont pas dans le meilleur intérêt du Parlement. Ils favorisent peut-être certains ministres de la Couronne ainsi que certains simples députés d'en face qui aimeraient se rendre dans leur circonscription un peu plus souvent.

Nous pouvons sûrement prendre des dispositions, au sein de nos caucus respectifs, pour permettre aux députés, au besoin, de passer plus de temps dans leur circonscription lorsque des problèmes surviennent. Voilà l'essentiel du problème dont nous sommes saisis aujourd'hui.

Les électeurs ne veulent pas nécessairement parler à leur député. Ils veulent que celui-ci agisse concrètement en leur nom. Ils lui font généralement confiance et, même si je n'ai pas de résultats de sondage pour appuyer mes dires, je pense que la plupart des électeurs savent que leur député, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme et quelle que soit son allégeance politique, travaille très fort en leur nom. Ils pensent aussi que nous sommes très bien payés. Le gouvernement nous dit maintenant que pour toucher cet excellent salaire, nous allons devoir passer 235 jours dans nos circonscriptions.